

Bruxelles, le 12.10.2015  
C(2015) 6845 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 12.10.2015**

**modifiant la décision C(2014)9861 relative au programme d'action annuel 2014 en  
faveur de la République démocratique du Congo financée sur le mécanisme de  
transition du Fonds européen de développement en utilisant des ressources provenant  
du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 12.10.2015

**modifiant la décision C(2014)9861 relative au programme d'action annuel 2014 en faveur de la République démocratique du Congo financée sur le mécanisme de transition du Fonds européen de développement en utilisant des ressources provenant du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9,

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le programme indicatif national pour la République démocratique du Congo<sup>3</sup> pour la période 2014-2020. Le point 1.2 de ce programme établit les priorités suivantes: la lutte contre la pauvreté, l'environnement, la gouvernance et les infrastructures.
- (2) Le programme d'action annuel vise à lutter contre la pauvreté d'une partie de la population congolaise en contribuant à l'amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de santé de la Province orientale en assurant des soins de santé primaire de qualité; et à permettre au pays, à travers l'Ordonnateur national, d'assurer pleinement le rôle qui lui est imparti dans le cadre de l'Accord de partenariat de Cotonou en matière de programmation, identification, formulation et mise en œuvre des programmes et des projets financés par le Fonds européen de développement (FED). La Commission a adopté le programme d'action annuel 2014 en faveur de la République démocratique du Congo à financer sur le mécanisme de transition du FED<sup>4</sup> comprenant 2 actions : (i) LRRD – sortie de l'urgence et lien avec le développement : Amélioration de l'état de santé de la population de 7 zones de santé de la Province Orientale en assurant des soins de santé primaire de qualité » et (ii) « Appui à l'Ordonnateur national (PAON) ».
- (3) L'objet de la présente décision est d'allouer le montant supplémentaire de 6 000 000 EUR, sur les fonds du 11<sup>e</sup> FED à l'action (ii) « Appui à l'Ordonnateur national (PAON) »..
- (4) La présente décision remplit les conditions fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>5</sup> applicables en vertu des articles 2, paragraphe

---

<sup>1</sup> JO L du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Décision C(2014) 3904

<sup>4</sup> C(2014)9861

<sup>5</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union (JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.)

1 et 26 de l'annexe du règlement (CE) n° 567/2014 du Conseil<sup>6</sup> et de l'article 2, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

- (5) La Commission peut confier des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte au pays partenaire désigné dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1c, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu des articles 17 et 2, paragraphe 1 de l'annexe au règlement (UE) n° 567/2014 et des articles 17 et 2, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent s'est assuré que des mesures ont été prises pour contrôler et appuyer à la mise en œuvre des tâches confiées. La description de ces mesures et les tâches d'exécution du budget ainsi confiées sont indiquées dans les annexes de la présente décision.
- (6) Il convient de reconnaître que l'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions après s'être assuré que les conditions relatives aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission, applicables en vertu des articles 37, paragraphe 1 et 2, paragraphe 1 de l'annexe du règlement (CE) n° 567/2014 et des articles 37, paragraphe 1 et 2, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323, sont remplies. Par souci de transparence, il convient d'indiquer les raisons et les bénéficiaires potentiels de cette attribution s'ils sont connus.
- (7) La contribution maximale de l'Union européenne fixée dans la présente décision couvre tout intérêt qui pourrait être dû pour retard de paiement sur la base de l'article 92 du règlement (UE, EURATOM) n° 966/2012<sup>7</sup> et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu des articles 29, paragraphe 1 et 2, paragraphe 1, de l'annexe du règlement (CE) n° 567/2014 et des articles 29, paragraphe 1 et 2, paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.
- (9) La mesure prévue par la présente décision devra être soumise au comité du Fonds européen de Développement institué par l'article 8 de l'accord interne entre les représentants des gouvernements des Etats membres de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne<sup>8</sup>,

DÉCIDE:

#### *Article unique*

La décision C(2014)9861 est modifiée comme suit :

- 1) L'article 2 est remplacé par le texte suivant:

---

<sup>6</sup> Règlement (UE) n° 567/2014 du Conseil du 26 mai 2014 modifiant le règlement (CE) n° 215/2008 portant règlement financier applicable au 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement, en ce qui concerne l'application de la période de transition entre le 10<sup>e</sup> Fonds européen de développement et le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement jusqu'à l'entrée en vigueur de l'accord interne relatif au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (JO L 157 du 27.5.2014, p. 52).

<sup>7</sup> Règlement (UE, EURATOM) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relatif aux règles financières applicables au budget de l'Union et abrogeant le règlement (CE, Euratom) n° 1605/2002 du Conseil (OJ L 298 du 26.10.2012, p. 1).

<sup>8</sup> JO L 210 du 6.8.2013, p. 1

"Article 2

La contribution maximale de l'Union européenne autorisée par la présente décision pour la mise en œuvre du présent programme est fixée à 13 000 000°EUR (7 000 000 EUR financés sur le mécanisme de transition du FED et 6 000 000 à financer sur le 11<sup>e</sup> FED)."

- 2) L'annexe II "Appui à l'Ordonnateur national (PAON)" est remplacée par le texte figurant à l'annexe à la présente décision.

Fait à Bruxelles, le 12.10.2015

*Par la Commission*  
*Neven Mimica*  
*Membre de la Commission*